



« LES MODELES GAGNANTS »

table ronde 3

Lors de la table ronde 3, Jacques Gravereau a commenté les 3 mots clé que sont selon lui entreprises, argent et changement. Puis il a passé en revue plusieurs pays du monde qui pouvaient être à maints égards des modèles gagnants au travers de 5

clés : « brain power » capacité à gérer des technologies et systèmes complexes (Japon, Etats-Unis, pays nordiques), « jouer collectif » (japon, pays nordiques, Allemagne), « droit à l'expérimentation », « pacte pour les PME » (la SB administration aux Etats-Unis, le projet de small business act en Europe), « la réforme convulsive ou à petits pas ».

La partie Royaume-Uni a débuté avec un témoignage plein d'humour de l'ancien ministre de Tony Blair, Denis Mac Shane, sur le blocage des ports français, la révolte contre l'euro, le budget exorbitant de la PAC, l'importance du profit et des marchés de capitaux, la nécessaire connexion au monde.

Arnaud Vaissié a rappelé que 300 000 Français vivaient à Londres où on allie à la fois le plein emploi, la souplesse de carrière et l'apprentissage de l'anglais ; le modèle britannique est plus comparable à la France que le modèle allemand (même population, même PIB et même secteur industriel (mais des faiblesses au Royaume-Uni sur les infrastructures ; au contraire des forces dans le software et l'environnement des affaires, avec notamment une administration partenaire qui soutient les entreprises plutôt qu'elle ne les contrôle ; dialogue paritaire et non plus tripartite). La France souffre d'un manque de PME par manque de capital et de business angel, d'un déficit de maîtrise de l'anglais. La France valorise plus l'égalité que la compétition.

A une question de François Lenglet il est reconnu que ce qui a fait changer les choses c'est l'élection de Mme Thatcher qui a eu le courage de réformer le Royaume-Uni en profondeur.

La partie concernant l'Allemagne a débuté avec le témoignage d'André Wurtz (impact de l'entreprise familiale allemande, respect du chef d'entreprise, industrie et innovation), en introduction de la présentation de Dieter Winkhaus sur les réformes en Allemagne au début des années 2000 : confiance entre les partenaires, limitation des hausses salariales, réduction de la période d'indemnisation chômage à 18 mois (au lieu de 32), fusion des 2 organismes en charge du chômage, assouplissement des modalités de licenciement dans les petites entreprises, limitation des déficits publics et retour à

l'équilibre budgétaire, grâce notamment à une forte augmentation de la TVA (de 15 à 19%), report de l'âge de la retraite à 67 ans, réforme du système d'assurance maladie et de santé. Une nouvelle étape de réformes est en cours mais les élections de l'automne 2009 la contrarient en partie.

Philippe Carli a apporté son témoignage de chef d'entreprise, relativisant d'emblée la différence de qualité entre les entreprises françaises et allemandes (ne pas s'auto flageller), même si nos voisins savent être efficaces et pragmatiques. La principale différence réside selon lui dans l'existence d'une véritable offre côté allemand. Il faut avoir un produit de qualité à vendre et dans le secteur des biens d'équipements, il y a peu d'offre française. Les 35 heures ont à cet égard pénalisé la France qui a pourtant une capacité d'innovation et beaucoup de compétences qu'elle doit capitaliser (cf. les initiatives telles que le crédit d'impôt recherche ou les pôles de compétitivité). Il faut absolument réformer le droit social et le temps de travail. Les réformes ont été dures en Allemagne et une partie de la population en a été appauvrie mais elles étaient nécessaires. La France a aussi la capacité de se réformer si le pouvoir politique porte ce courant, comme c'est le cas aujourd'hui. Elle a commencé en ce sens alors que Madame Thatcher et Monsieur Schröder avaient commencé assez tard, bien après leur élection.

Dans le débat Denis Mac Shane a rappelé que l'Allemagne avait hérité de 4 millions de chômeurs, ce qui est une charge énorme. Il a stigmatisé la lenteur des réformes en France, prenant l'exemple des chauffeurs de taxi qui sont moins nombreux en 2008 qu'en 1930. Cela a donné l'occasion de revenir sur le mal français, sur les difficultés qu'il y a parfois à exporter, la nécessité de travailler ensemble avec les pouvoirs publics et les CCI pour fédérer nos forces, le point fort en France que constituait sa politique familiale par rapport aux autres pays européens, la nécessité d'une baisse de l'intervention de l'Etat dans l'économie.